|  |  |
| --- | --- |
|  | **Procès-Verbal Réunion du Comité Directeur**  **Vendredi 12 avril 2024**  **Ibis Alésia Paris Montparnasse**  **Présentiel et visioconférence**  **10h00 – 12h30** |

*Liste des participants : à venir*

*Orde du Jour*

Adoption du PV du CD du 20 janvier 2024

Priorités 2024-2025

* + - Déclaration de pêcheur et des prises

Pêche du lieu jaune,

Campagne thon rouge 2024 et perspectives,

Parcs et réserves, D240,

Agrément environnement,

Reconnaissance d’utilité publique,

Activité de la Confédération,

Site fnpp.fr : suivi du projet,

Trésorerie/Comptabilité : Contribution solidaire 2024,

Pêche Plaisance N°82 de Juin : appel aux articles,

Guides des Bonnes Pratiques 2024,

Fête de la mer et des littoraux 2024,

Congrès 2025,

Questions écrites.

A partir de 14h00 : Travaux des Commissions

Le PV de la réunion de CD du 19 janvier à Saint-Brice en Coglès est adopté à l’unanimité.

Groupe de travail CNML

* Groupe de travail sur la pêche de loisir coprésidé par les Sénateurs Alain CADEC et Pierre MEDEVIEILLE sous l’égide de Sophie PANONACLE,
* Participants FNPP : Alain SCRIBAN, Christophe GOUMAS, Jean MITSIALIS.
* Organiser la concertation sur toutes les questions relevant de la pêche de loisir notamment, l’enregistrement des pêcheurs, la déclaration des captures, la pêche du bord, les modifications réglementaires, etc.

*La position de la FNPP et de la Confédération*

1. Que l’enregistrement des pêcheurs de loisir soit possible sur une interface nationale spécifique pour les enregistrements de ces pêcheurs, qui soit séparée des déclarations des captures sur les espèces sensibles. Ceci doit s’accompagner d’une démarche positive associant la signature d’une charte de bonne conduite, établie, visée en tripartie, entre le gouvernement, le pêcheur et la Confédération Mer & Liberté, ainsi que l’accès aux textes réglementaires en vigueur, aux informations légales officielles, voire régionales, mais aussi aux informations et outils pédagogiques développés en collaboration avec la Confédération M&L.
2. Enregistrement obligatoire pour les pêcheurs embarqués, sous-marins et du bord.
3. Déclaration des prises pour les poissons en difficulté et pour lesquels le prélèvement de la pêche de loisir s’avère significatif (actuellement déclaration volontaire),
4. Dès 2026, pour les espèces qui font l'objet de mesures de conservation
5. A compter du 1er janvier 2030, pour les espèces, qui sont couvertes par un plan pluriannuel, et pour lesquelles les avis scientifiques indiquent que la pêche récréative a un impact significatif sur la mortalité par pêche.
6. Modification de l’article R. 921-84 du Code Rural et de la Pêche Maritime (pêche du bord) ; En cours de modification du décret

*Lieu jaune : Rappel de la réglementation dans les sous-zones CIEM 7, 8, 9 et 10 :*

a) un maximum de deux spécimens de lieu jaune (Pollachius pollachius) par pêcheur et par jour peuvent être capturés et détenus. Une fois ce plafond atteint, la pêche de type "capture suivie d'un relâcher" peut-être pratiquée sur la zone 8 interdit sur la zone 7 ;

b) aucun spécimen de lieu jaune ne peut être capturé et détenu du 1er janvier au 30 avril. La pêche de type "capture suivie d'un relâcher" peut néanmoins être pratiquée au cours de cette période sur la zone 8 interdit sur la zone 7.

Serge Munoz (Cannes 06) s’insurge contre ces multiples contraintes et suggère une démonstration de force sur le terrain : manifestation devant les ministères ?

Patrick Zimmermann (Guidel 56) indique qu’il faut plutôt saisir et « mettre la pression » sur tous les élus locaux, mettre en avant le poids de la Confédération (90.000 membres) et argumenter en reprenant tous les courriers déjà envoyés dans les ministères.

Claude Mulcey (33) : quels sont nos moyens de recours ? Aucun, car il s’agit d’une décision de l’Europe, validée en conseil des ministres européens par la France.

*Projet de modification de la taille du homard :* observations de Jean Lepigouchet responsable de la Commission Pêche à Pied (Granville 50) :

* + Il serait intéressant d’avoir des données sur l’incidence qu’a eu cette mesure sur les pêcheurs des Hauts-de-France.
  + L’augmentation, si elle a lieu, devrait se faire progressivement : 1 mm par an pendant 3 ans. Cette mesure semble difficile à appliquer ne serait-ce que pour nos réglettes de PAC
  + Les homards grainés ne semblent pas dépasser 90 mm vu leur poids, ce qui semblerait infirmer le fait que peu de femelles sont matures avant 90 mm .
  + Au final je ne suis pas spécialement en faveur d’un relèvement de la taille à 90 mm . Les pêcheurs à pied ne prendraient plus beaucoup de homards de même que les pêcheurs embarqués. La taille de 87 cm pour tous (plaisanciers et professionnel) est raisonnable.
* Observations sur la remise à l’eau des femelles grainées
  + Vaste débat. La mesure semble séduisante mais il faudrait que ce soit applicable à tous, plaisanciers comme professionnels.

*Pêche du thon rouge :*

La Confédération « Mer et Liberté » est composée des fédérations suivantes :

* Fédération nationale de la plaisance et des pêches en mer (FNPP)
* Fédération française des pêcheurs en mer (FFPM)
* Fédération française des pêches sportives (FFPS)
* Fédération française d’études et de sports sous-marins (FFESSM)
* Fédération Française de pêche sportive en apnée (FFPSA)

La Confédération « Mer et Liberté » dispose d’un quota de thon de 60,175 tonnes pour 6.887 bagues. Le quota 2024 a été amputé de 1,9 tonnes pour cause de dépassement en 2023. Cette mesure n’est pas juste et démontre un état d’esprit répressif de l’administration.

Consultation sur l’arrêté thon rouge : seulement 600 réponses

La mise à jour de Télé SISSAP vers Télé AGAPE est annulée et reportée en 2025.

*Parcs et réserves*

L’autorisation obligatoire de la pêche de loisir et la déclaration des captures sont expérimentées dans deux aires marines protégées, le Parc Naturel Marin du Golfe du Lion et le Parc National des Calanques.

2 arrêtés signés par la Direction interrégionale de la mer Méditerranée (DIRM) encadrent ces dispositions.

* Demander leur autorisation via « CatchMachine »
* Déclarer leurs captures dans l’application.

Deux parcs deux règlementations différentes.

* PNC : Déclaration obligatoire de pêcheur et de toutes les prises et toutes espèces en pêche
* PGL : Déclaration obligatoire de pêcheur, peut déclarer l’ensemble de ses captures, quelle que soit l’espèce pêchée à l’issue de chaque sortie de pêche. Respect des repos biologiques.

D'autres aires marines protégées sont engagées dans une démarche similaire.

*Sécurité : Division 240*

Demande à la DGAMPA pour faire évoluer ce texte rapidement, ensemble et de façon concertée, afin d’éviter à nouveau une réelle incompréhension de milliers de pratiquants. Une réunion devrait être programmée prochainement.

Utilisation d’un coupe circuit électronique autorisé mais d’un coût additionnel non négligeable pour les pêcheurs.

*Agrément Environnement*

Notre demande a été rejetée. Alain Scriban (Vice-Président FNPP, Bréhat 22) indique qu’il faut continuer cette démarche, **nous avons perdu une bataille mais pas** **la guerre**. Il faut changer notre rapport avec l’administration, nous allons aborder les choses de façon différente. Il faut argumenter principalement sur la gestion de la ressource.

Grégory Tordjman (Big Game Paris) : nous devons être les acteurs d’une démarche de recensement et être autour de la table des négociations. Nous devons adopter un comportement responsable et gérer nous-même le stock. Nous sommes plusieurs millions de pratiquants, notre implication doit être scientifique et politique.

Extrait de la réponse du ministère de la Transition Ecologique :

L'examen du dossier de demande d'agrément de votre association permet de conclure que la condition posée par les articles L. 141-1 et R. 141-2 alinéa 1 n'est pas remplie car l'association n'œuvre pas à titre principal pour la protection de l'environnement.

En effet, bien qu'elle sensibilise les usagers à une pêche écoresponsable, elle œuvre principalement pour la défense et le développement des activités de plaisance, de pêche en mer et de tourisme halieutique.

En conséquence, j'ai le regret de vous informer que l'agrément de protection de l'environnement ne peut être accordé à votre association dans le cadre national.

Conformément à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent. Ce recours doit être intenté dans les deux mois à partir de la notification de la présente décision. (18 mars 2024),

L.141-1

les associations régulièrement déclarées et exerçant leurs activités statutaires dans le domaine de la protection de la nature «et de la gestion de la faune sauvage», de l'amélioration du cadre de vie, de la protection de l'eau, de l'air, des sols, des sites et paysages, de l'urbanisme, ou ayant pour objet la lutte contre les pollutions et les nuisances et, d'une manière générale, œuvrant principalement pour la protection de l'environnement, peuvent faire l'objet d'un agrément motivé de l'autorité administrative.

R. 141-2-1

D'un objet statutaire relevant d'un ou plusieurs domaines mentionnés à l'article L. 141-1 et de l'exercice dans ces domaines d'activités effectives et publiques ou de publications et travaux dont la nature et l'importance attestent qu'elle œuvre à titre principal pour la protection de l'environnement ;

*Reconnaissance d’utilité publique*

La demande est en cours d’instruction. Le dossier est complet, pas d’information complémentaire depuis.

*La Confédération,* les objectifs principaux :

- Assurer la représentation, la promotion et la défense des activités de loisirs maritimes et de leurs pratiquants.

- Participer à la gestion de la ressource maritime, en collaboration avec les services de l'État. Nous souhaitons que les pêcheurs de loisir soient associés aux décisions concernant la gestion des stocks de poissons et la protection du milieu marin.

- Protéger la faune, la flore et l'environnement marin. La Confédération s'engage à promouvoir des pratiques de pêche durables et respectueuses de l'environnement.

Groupe Facebook *:* [*https://www.facebook.com/groups/confmel*](https://www.facebook.com/groups/confmel)

Activité de la Confédération M & L

Participation au groupe de travail co-présidé par deux sénateurs sous l’égide de la CNML

* Organiser un dialogue permanent avec les acteurs de la pêche de loisir en France,
* Adoption d'un dispositif d’enregistrement des pêcheurs au travers d’un outil électronique,
* Mise en œuvre d'un dispositif de déclaration et d'enregistrement des captures,
* Moderniser le volet sanctions : mettre en place un système simplifié pour les infractions,
* Mise en place d’un plafond quotidien, définir un « plateau quotidien », revient à mettre un quota supplémentaire que nous refusons,
* Attention : projet de mise en place d’une licence obligatoire ou d’une autorisation harpon (pêche sous-marine). C’est une ouverture pour infliger à terme un permis harpon, nous n’en voulons pas.
* Modification du code rural et de la pêche maritime (article R921-84) lié à la pêche du bord,
* Révision de la D240
* Participation à la feuille de route de la CNP : initiative redondante avec le CNML, il y a-t-il une tentative de mise sous tutelle des pêcheurs de loisir par le président de la CNP (Yves Lyon-Caen).
* Réunion d’information sur la protection du milieu marin
* Conseil d’administration de la Confédération du Nautisme et de la Plaisance travaux de la feuille de route du nautisme et de la plaisance
* L’Assemblée Générale de la Confédération M&L **aura lieu le 15 mai 2024 en visioconférence.**

*Site fnpp.fr : suivi du projet*

* + Refonte du site internet fnpp.fr : présentation Gaëlle Leborgne-Kervarec, graphiste FNPP et Yannick Mignot,Webmaster.

(Projet en annexe jointe).

*Présentation de la carte interactive des Associations de la FNPP*

* + La nouvelle Carte de France interactive est en ligne sur le site fnpp.fr : rubrique « associations ».
  + Afin de permettre l’actualisation des données, les associations sont invitées à mettre à jour et retourner au secrétariat FNPP leur « fiche Composition du Bureau » 2024.

*Administration des Associations*

Cartes fédérales, vignettes 2024 : elles sont distribuées par les responsables de CD ou CR. La carte fédérale doit être conservée par chaque adhérent (N° unique) c’est obligatoire pour la pêche du thon et peut-être pour d’autres poissons dans les années à venir,

Le N° d’adhérent est indispensable et nécessaire dans le cadre de la Confédération (droit de vote),

Ne distribuer des cartes qu’aux nouveaux adhérents !

* + En cas de perte de carte : Duplicata établi par le secrétariat FNPP (même numéro)
  + Vignettes 2024 : un complément de planches peut être demandé au secrétariat FNPP.
  + Fichiers des adhérents : utiliser le modèle « trame nationale 2024 » qui tient compte des normes imposées par La Poste. Ajout d’une colonne « adresse mail » qui devient obligatoire. (Annexe jointe).
  + Fiche association : elle a été modifiée pour intégrer la déclaration de la totalité des effectifs de l’association, ceci est nécessaire pour l’assurance MAIF. (Annexe jointe).

*Adhésion à la Fédération - Paiement des adhésions à la Fédération*

Le paiement doit se faire par virement dès le début de l’année et au plus tard fin mars pour la pêche du thon. Le solde est à régler au plus tard le 31 octobre.

**Indiquer obligatoirement en tête du libellé du virement**

**Le code fédéral de l’association.**

**Montant de la cotisation**

Maintenue à **15 euros en 2024** puis passage à **16 euros en 2025** (Décision du Comité Directeur du 14 janvier 2023), Confirmation en AGE le 02.12.2023.

**La Contribution Solidaire devient : Contribution Partenaire Assurance**

Cette contribution est due par les associations ***dont une partie des membres ne sont pas inscrits à la FNPP.*** Elle permet en particulier de **financer le montant de l’assurance** pour ces derniers.

Montant de **la Contribution Partenaire Assurance** applicable aux non adhérents FNPP

**1 à 200 Adhérents => 2,00 € par adhérent = 400**

**+ de 201 à 500 Adhérents => 0,60 € par adhérent = 400 + 180= 580**

**+ 501 à 750 Adhérents => 0,50€ par adhérent = 580 + 125 = 705**

**+ 751 à 1000 Adhérents => 0,40 € par adhérent = 705 + 100 = 805**

**+ au-delà de 1000 Adhérents => 0,30 € par adhérent = 805 + 180 = 985**

*Affiliation des associations au Comité Départemental*

Cette affiliation est obligatoire le montant de la cotisation est fixé par le CA du comité départemental ou régional, elle permet à ce Comité de développer une activité locale et nécessaire pour la représentativité de la FNPP localement.

Actuellement, l’activité des CD est très disparate, il devient nécessaire que chaque CD/ou CR produise un prévisionnel pour 2024 de ses activités. Ceci pourra étayer votre appel de cotisation auprès de vos associations.

Chaque Vice-Président devrait recevoir ce prévisionnel ainsi que la copie de la dernière AG 2024,

Ces conditions peuvent ainsi permettre au CA de valoriser la subvention qui pourrait être allouée au CD ou CR.

*Communication*

Bulletin d’informations Pêche Plaisance :

La revue est une de nos forces, il faut la diffuser largement auprès de nos institutionnels. La liste des invités destinataires de Pêche Plaisance (élus, partenaires locaux) doit être mise à jour par chaque VP et envoyée au secrétariat FNPP.

Le point sur PP N°81 de mars : la distribution a eu lieu début avril. Une modification de l’impression des adresses postales devrait faire baisser les retours de revues.

A ce sujet et pour compléter notre démarche auprès de la poste, il va vous être demandé pour la fin du mois de mai de mettre à jour votre fichier des adhérents en respectant la nouvelle trame nationale qui intègre la norme de la poste à savoir :

* Ligne 1 : CIVILITÉ - TITRE ou QUALITÉ - PRÉNOM - NOM
* Ligne 2 : N°APP ou BAL - ÉTAGE - COULOIR - ESC
* Ligne 3 : ENTRÉE - BÂTIMENT - IMMEUBLE - RÉSIDENCE
* Ligne 4 : NUMÉRO - LIBELLÉ DE LA VOIE
* Ligne 5 : LIEU DIT ou SERVICE PARTICULIER DE DISTRIBUTION
* Ligne 6 : CODE POSTAL et LOCALITÉ DE DESTINATION ou CODE CEDEX et LIBELLÉ CEDEX
* Composition du nouveau fichier selon la norme AFNOR NF Z 10-011, répondant à la norme européenne.

Fichier en pièce jointe.

Penser déjà au prochain numéro, PP N°82 de juin 2024 :

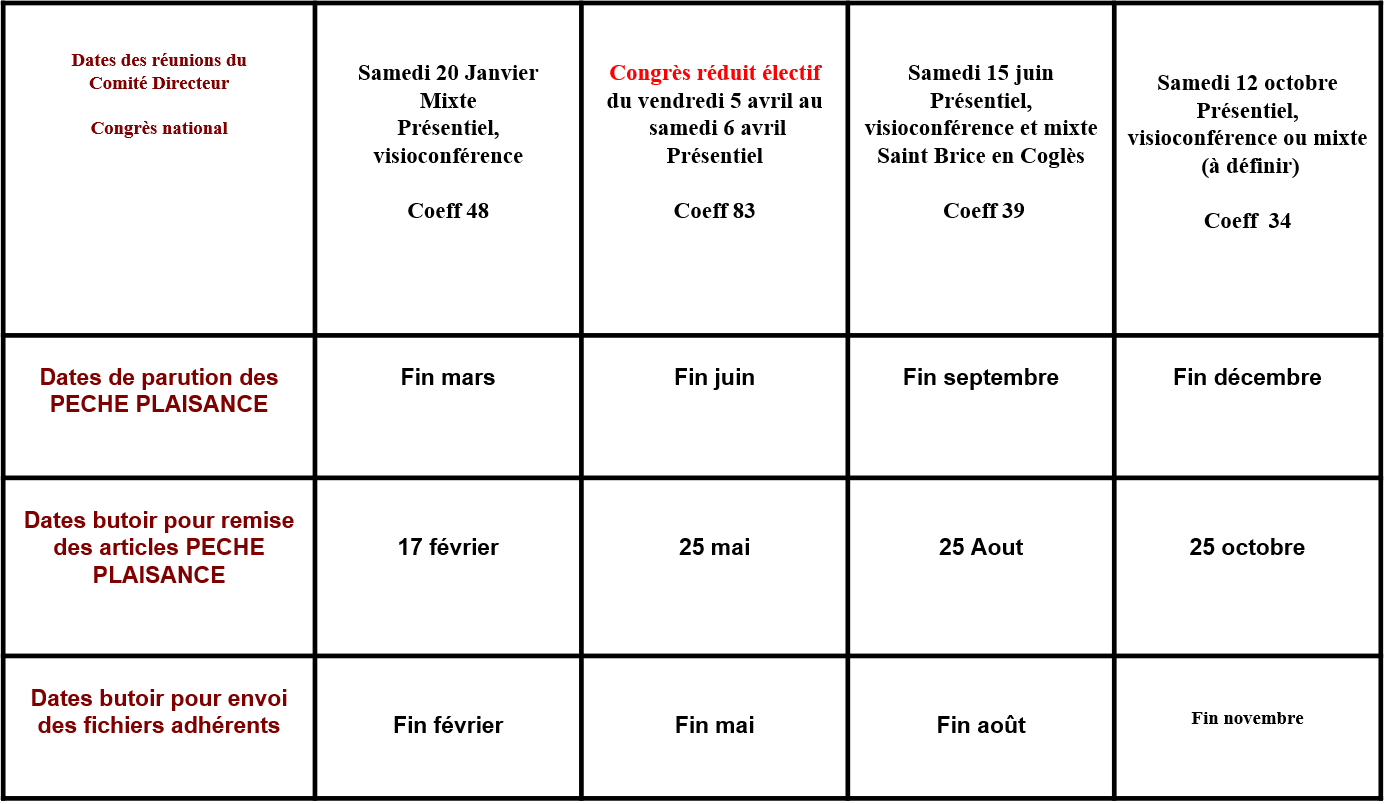
* + Rappel aux responsables régionaux et départementaux et aux responsables de commission : vos articles et photos sont **attendus avant le 20 mai 2024**.
  + Les articles concernant les activités des associations (notamment toutes les initiatives en matière de protection de l’environnement, sciences participatives) **sont attendus avant le 25 mai 2024.**
  + Merci de diversifier vos articles : ateliers navigation, sécurité, initiation à la pêche, prises insolites, voyages de pêche…etc

Guide des Bonnes Pratiques et Guide Jeunesse 2024

* + Ces guides sont un bon moyen pour justifier notre statut d’intérêt général et notre demande d’agrément Environnement.
  + Il faut rechercher très en amont les budgets auprès des Départements et des Régions.
  + Editions prévues : National, 22, 44, 50, 56.

**IMPORTANT** : Des **banderoles et flammes** aux logos FNPP et Confédération Mer & Liberté vont être commandées afin d’équiper chaque CD et CR. Les associations pourront en disposer pour animer leurs manifestations locales. Les quantités et le prix de vente seront proposés prochainement

*Calendrier des réunions 2024*



*Salons 2024*

Nautique de Port Camargue : 29 mars au 1er avril 2024

Salon des pêches de Royan du 12 au 14 avril 2024

Nautic du Cap d’Agde : 30 octobre au 3 novembre 2024

Mille Sabords Crouesty du 31 octobre au 3 novembre 2024

*Fête de la mer et des littoraux : 7 juin au 7 juillet 2024*

Les thèmes de cette édition :

. La protection de la mer et des espaces côtiers,

. La valorisation du patrimoine maritime, notamment les phares et musées,

. La découverte des sentiers du littoral,

. La sensibilisation aux métiers de la mer,

. L’initiation aux sports nautiques,

. La mise à l’honneur des produits de la mer,

. La sûreté, la surveillance et le sauvetage en mer

* + - La FNPP **est partenaire de cet évènement** : Inscrivez vos manifestations locales sur le site de la [Fête de la mer et des Littoraux](https://fetedelameretdeslittoraux.fr/) !
    - Annexe jointe : lettre co-signée par Jean Mitsialis et Sophie Panonacle

*Congrès 2025*

Les dates : du jeudi 27 mars au mardi 1er avril 2025.

Le lieu : Les Jardins de l'Atlantique à Talmont-Saint-Hilaire

Responsables de l’organisation : Jackie Plataut et Jacques Flatin



*Questions :*

Arlette Halley (Comité Calvados FNPP) : Que pourrions-nous faire à la FNPP pour faire comprendre aux Présidents des clubs que les cotisations générées par les adhérents des clubs sont plus que nécessaire pour faire vivre ? exister ? la Fédération et les départements pour défendre les intérêts de tous et de chacun.

Tous n’ont pas bien intégré cette notion et certaines ratatouilles m’indisposent.

Des Présidents qui :

• Ne déclarent pas tous leurs adhérents à la FNPP sous différents motifs.

Exemple : Ne déclarent pas ceux qui n’ont pas de bateau mais encaissent quand même une cotisation.

• Ne déclarent pas le même nombre d’adhérents à la Fédération et au département.

• N’encaissent pas une cotisation de copain mais remettent une carte fédérale.

Voici quelques exemples.

Il n’est pas de notre fonction de « faire le flic ou le juge » cependant pourrait-on d’une façon plus rigoureuse impliquer la responsabilité des Présidents au cas où il arriverait un accident ou un incident dans le club par exemple ?

Que vers novembre la Fédération donne aux départements le nombre d’adhérents ayant cotisés à la Fédération pour régulariser sur les départements ?

**Réponse FNPP :** Chaque Président est responsable juridiquement des adhérents de son association.

Toute fausse déclaration peut en cas d’accident l’exposer à de graves difficultés.

Si nous constatons ce type de dérives, nous pouvons mettre en place une sanction qui peut aller jusqu'à l’exclusion de l’association de la Fédération.

*Réorganisation des commissions :*

Pour simplifier le travail des commissions, nous proposons le regroupement de certains thèmes :

* Environnement et Sciences Participatives
* Pêche embarquée, Pêche du bord, Pêche sous-marine,
* Pêche à Pied,
* Plaisance, Sécurité, Réglementation, Réserves, Champs éoliens,
* Infrastructure Portuaires

Clôture de la séance à 13h00